

DELEGATION REGIONALE PARIS ILE DE FRANCE SUD

Pôle Achats
48 50 rue Albert
75640 Paris cedex 13

MARCHES PUBLICS DE SERVICES
CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
(CCP)

Objet du marché

**ENTRETIEN DES TOITURES ET TERRASSES DES BATIMENTS DE LA
DELEGATION REGIONALE PARIS ILE DE FRANCE SUD DE L'INSERM**

Le présent document vaut Acte d'Engagement

Il doit impérativement être renseigné, daté et signé par le candidat.

**Etablit en application du code de la commande publique issu de l'ordonnance n° 2018-
1074 du 26 novembre 2018 et du décret n° 2018-1075
Du 3 décembre 2018**

Pouvoir Adjudicateur :
Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (Inserm)
Délégation Régionale Paris IDF Sud

SOMMAIRE

ARTICLE 1- PARTIES CONTRACTANTES	3
ARTICLE 2- DISPOSITIONS GENERALES	4
ARTICLE 3- PIECES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 4- DUREE DU MARCHE	6
ARTICLE 5- SOUS-TRAITANCE	6
ARTICLE 6- MODALITES ET DELAIS D'EXECUTION DE LA PRESTATION	7
ARTICLE 7- CONDITIONS D'EXECUTION	9
ARTICLE 8- MODALITES D'ETABLISSEMENT ETABLISSEMENT DES BONS DE COMMANDE	12
ARTICLE 12- QUALITES DES PRESTATIONS DE SERVICES.....	16
ARTICLE 13- PENALITES	16
ARTICLE 14- ASSURANCE.....	16
ARTICLE 15- GARANTIES	17
ARTICLE 16- OBLIGATION DE DISCRETION	17
ARTICLE 17 – MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE.....	17
ARTICLE 18 – RESILIATION	17
ARTICLE 19 – RESPECT DES DISPOSITIONS LEGALES.....	17
ARTICLE 20 – DIFFERENTS ET LITIGES	18
ARTICLE 21 – DIFFERENTS ET LITIGES	19
ARTICLE 22 - DECLARATION / ATTESTATION SUR L'HONNEUR.....	19

ARTICLE 1- PARTIES CONTRACTANTES

Le présent marché est conclu

Entre :

Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (I.N.S.E.R.M),

Etablissement Public à Caractère Scientifique et Technologique.

A reçu délégation de compétences, par décision du Président-Directeur Général de l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale, réf. DAJ n° 2010-223 du 1^{er} novembre 2010.

Madame Laurence Parmantier, Déléguee Régionale Paris IDF Sud, sis au 48-50, rue Albert 75640 Paris cedex 13

Tél : 01 85 55 38 43

Désigné ci-après par les mots « Pouvoir Adjudicateur ou Inserm »

Et

La société :

Adresse :

Tel :

Fax :

Courriel :

Identifié au RCS de..... sous le numéro.....

Numéro d'identification SIRET :

Code APE :

Représenté par :

Agissant en qualité de :

Désigné ci-après par les mots « Le Titulaire »

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 2- DISPOSITIONS GENERALES

2.1 Objet du marché

Le présent marché est un marché de service ayant pour objet, l'entretien des toitures et Terrasses des bâtiments Inserm de la circonscription Paris Ile de France Sud de l'Inserm.

Le titulaire s'engage à une obligation de résultat pour exécuter et contrôler toutes les prestations objet du présent marché dans les conditions définies ci-après.

Le lieu d'exécution du marché s'étend sur deux sites définis ci-après:

SITE DU KREMLIN BICETRE (94) Hôpital du Kremlin-Bicêtre
Bâtiment Grégory Pincus 80, rue du Général Leclerc 94276 Le Kremlin Bicêtre Cedex
Local Solvant 80, rue du Général Leclerc 94276 Le Kremlin Bicêtre Cedex
SITE DE VILLEJUIF (94) Hôpital Paul Brousse Inserm
Bâtiment 15/16 – Secteur Violet Rue de la chapelle 94807 Villejuif Cedex
Bâtiment Laplace- secteur Jaune Avenue Paul Vaillant Couturier 94807 Villejuif Cedex
Bâtiment Lavoisier Avenue Paul Vaillant Couturier 94805 Villejuif Cedex

Cette obligation de résultat s'appliquera aux nouveaux sites susceptibles d'être rattachés au présent marché par avenant.

2.2- Définition des intervenants

- **Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur** est la Délégation Régionale Paris Ile de France sud de l'Inserm, Etablissement Public à Caractère Scientifique et Technologique, représentée par Madame Laurence Parmantier, Déléguée Régionale Paris Ile de France sud, ayant reçu délégation de compétences, par décision du Président-Directeur Général de l'Inserm, réf. DAJ n° 2010-223 du 1^{er} novembre 2010.
- Le **titulaire** est le prestataire de services qui conclut le marché avec le Représentant du Pouvoir Adjudicateur. Le titulaire désigne, dès la notification du marché, un responsable ayant qualité pour le représenter vis-à-vis de la personne publique. Ce responsable est désigné dans le présent marché par le terme **représentant du titulaire**.

2.3 Types de marché

Le marché consiste en un marché de prestations de services avec obligation de résultats.

Le marché fait l'objet d'un lot unique.

2.4 Procédure de passation

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée en application de l'article L2123-1 et des articles R2123-1, R2123-4 à R2123-7 du code de la commande publique issu de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018.

2.5 Forme du marché

Le présent marché est un marché mixte comportant une part à prix forfaitaire et une part à prix unitaires.

Les prestations de maintenance préventive annuelle seront traitées à prix forfaitaire et sont décrites à l'article 6.1 du présent CCP.

Les prestations de maintenance corrective seront traitées à prix unitaires et sont décrites à l'article 6.2 du présent CCP.

ARTICLE 3- PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- Le présent Cahier des Clauses Particulières valant acte d'engagement (CCP) et son annexe financière BPU ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés des fournitures courantes et des services (CCAG-FCS) publié au journal officiel le 01 avril 2021
- Les bons de commande

Le Cahier des Clauses Administratives Générales, supposé connu par les opérateurs économiques, ne sera pas annexé au dossier de consultation des opérateurs économiques. Il est consultable sur le site de Légifrance.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus et des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures et des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 4- DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une durée initiale d'un an à compter de sa date de notification.

Le marché est reconductible deux fois pour une durée de douze mois, sans que sa durée ne puisse excéder trois ans.

Le marché est reconduit par tacite reconduction. Le titulaire ne saurait refuser une reconduction. En cas de non-reconduction, le titulaire en est averti préalablement dans un délai maximum de deux mois avant l'échéance du contrat, par courrier recommandé.

La décision de reconduction ou non reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

Le début d'exécution du marché est prévu après la notification du marché

ARTICLE 5- SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article L2193-1 et suivants de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations faisant l'objet du marché à condition d'avoir obtenu préalablement du RPA l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement, conformément au modèle d'acte spécial de sous-traitance (formulaire disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr>), que le titulaire doit remettre au RPA contre récépissé ou à envoyer par lettre recommandée avec avis de réception.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement devront être demandés dans les conditions définies aux articles R2193-10 et suivants du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

D'une manière générale, les justifications concernant le(s) sous-traitant(s) sont identiques à celles exigées des candidats par l'acheteur public dans l'avis d'appel public à la concurrence relatif au marché initial, y compris, si l'Inserm le demande, les capacités techniques, professionnelles et financières ainsi qu'une présentation des références représentatives de la prestation, objet du marché.

L'absence de l'une de ces pièces et/ou la non-conformité des documents remis par le titulaire fait obstacle à l'acceptation des sous-traitants par la personne représentant le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent marché.

En cas de non-respect de ces dispositions, le titulaire s'expose aux sanctions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit remettre une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l'exécution des prestations objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère

et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

ARTICLE 6- MODALITES ET DELAIS D'EXECUTION DE LA PRESTATION

Le Titulaire s'engage à fournir, dans les conditions du présent marché, les prestations décrites dans sa proposition, à la délégation Régionale Inserm Paris Ile de France Sud.

- Zone climatique : zone H1 – Neige : zone neige A1

6.1 Maintenance préventive systématique

Dans le cadre de son forfait, le titulaire devra effectuer les prestations minimum suivantes :

Toiture terrasse et terrasse : 2 fois par an

- Contrôle état des toitures et terrasses y compris inspection de l'étanchéité des parties Courantes et des points singuliers, des bandes de rive, des acrotères, des bandes de solin (et leur protection en Tête) des couvertines, des relevés étanchéité (Et équerre de renfort), des skydoms, souches, costières, des garde-corps, ...
- La fourniture et la pose (ou remplacement) des crapaudines manquantes ou détériorées.
- Nettoyage de la toiture (revêtement d'Etanchéité et dallettes) et enlèvement des déchets, feuilles, végétaux, mousses, terres, et autres impuretés
- Nettoyage et débouchage des crapaudines et orifice de collecte d'eau pluviale

Toiture inclinée (Couverture en tuiles) : 1 fois par an

- Contrôle de l'état de la couverture (tuiles) et des éléments de la Toiture (noues, rives, solin, croupe, lucarne, fenêtre de toit, chatière, faitières, arêtières, gouttières, Chéneaux, etc)
- Contrôle de l'état de la charpente bois (fermes)
- un nettoyage et un traitement anti mousse de la couverture en tuile
- Un Nettoyage des gouttières et Chéneaux

Autres Prestation : 1 fois par an

- Un nettoyage et débouchage des regards et caniveaux en voirie
- Un Nettoyage et débouchage des descentes d'eau pluviale

Dans le cadre de son forfait, l'entreprise devra prévoir l'amené et/ou l'installation (matériel du titulaire)

- De moyen d'accès en toiture et en hauteur adapté et réglementaire (notamment pour le bâtiment 15 16 villejuif).
- De protections provisoires (individuelles et Collectives) au droit des moyens d'accès en hauteur et en périphérie des surfaces à traiter ou à entretenir
- L'ensemble des moyens et du matériel nécessaire à la réalisation complète et parfaite (selon les règles de l'art) de la prestation de maintenance préventive

Le titulaire doit transmettre à l'Inserm pour chaque visite (préavis de deux semaines) un calendrier prévisionnel (avec l'horaire, l'effectif et la durée en heure de la prestation par bâtiment) des visites d'entretien. Il devra ensuite prévenir par téléphone, email ou tous autres moyens le RPA deux semaines avant son intervention.

Avant tout commencement de la prestation, le titulaire doit se présenter auprès du référent de bâtiment et tenir informé le RPA ou son assistant de la fin de la prestation.

Suite à son passage sur site, Le titulaire transmettra à l'Inserm un rapport d'entretien avec reportage photographique à l'appui (photos avant et après La prestation) et proposera un devis pour les éventuelles réparations à entreprendre. Une vérification sera réalisée par l'Inserm à la fin de la prestation avant le départ des techniciens du titulaire.

Les prestations de maintenance doivent être réalisées selon les règles de l'art, normes et document technique unifié du bâtiment et satisfaire aux dispositions réglementaires et législatives en vigueur.

le titulaire doit mettre à disposition de l'Inserm un numéro d'appel direct, permettant de joindre un technicien, qui sera un interlocuteur privilégié, en indiquant nom, prénom et qualification.

Cas particulier du bâtiment 15 16 villejuif :

Charpente bois : Les intervenants du titulaire devront monter sur la couverture en tuile (compris équipement protection individuelle EPI conventionnel) et accéder dans les combles pour effectuer le contrôle et l'entretien de la toiture (couverture et charpente).

Cas particulier du bâtiment G Pincus au kremlin Bicêtre :

Terrasse rez de chaussée et toiture au-dessus du niveau 2 Coté cafétéria : le titulaire devra soulever et déposer, pour conservation et repose, la protection en dur sur plots (dalles en ciment grès) afin d'avoir accès à l'étanchéité et pouvoir réaliser ses prestations de maintenance. A fin de la prestation de maintenance, le titulaire devra remettre en place les plots et dalles. En complément des prestations listées ci-dessus le Titulaire devra le nettoyage de la protection en dur (dalles) sur plots.

Toiture terrasse au-dessus du niveau 3 : le titulaire devra déposer pour conservation et repose la protection meuble (graviers) de la toiture pour avoir accès à l'étanchéité et pouvoir réaliser ses Prestations de maintenance. A la fin de la prestation, le titulaire devra remettre en place la protection meuble

6.2 Maintenance corrective

Toute prestation de maintenance corrective (sauf interventions considérées comme urgentes) fera l'objet d'un devis qui devra être validé par bons de commande.

En cas d'urgence, le titulaire intervient (intervention provisoire ou définitive) sur simple demande du RPA ou de son assistant, dans un délai maximum de 4 heures décomptées à partir de l'appel. Seul le RPA ou son assistant est habilité à se prononcer sur le caractère d'urgence d'une Intervention.

Le titulaire pourra intervenir dans le cadre de son forfait sur demande du RPA ou de son assistant pour faire un premier diagnostic (pré-étude simplifiée sans obligation de résultat) sur place (suite à un Incident, amélioration) ou pour l'établissement d'un devis.

Les devis doivent être envoyés à l'Inserm dans un délai d'une semaine à compter de la demande (sauf demande de travaux avec mise en concurrence). Les Devis devront préciser les délais d'intervention et la Durée des Travaux. Les délais d'intervention des travaux commenceront à courir à compter de l'accord écrit de l'Inserm.

En cas de non-respect des délais d'Intervention et de la durée des travaux, l'Inserm pourra faire réaliser les prestations par une autre entreprise de son choix.

Le RPA et son Assistant se réserve la possibilité de mettre le titulaire en concurrence pour la réalisation des travaux.

Les prestations de maintenance doivent être réalisées selon les règles de l'art, normes et document technique unifié du bâtiment et satisfaire aux dispositions réglementaires Et législatives en vigueur.

Avant tout commencement de la prestation, le titulaire doit se présenter auprès du référent de bâtiment. Il doit prévenir le RPA ou son assistant de la fin de l'intervention

6.3 Documents de maintenance

A chaque opération de maintenance, le titulaire remettra un compte rendu ou un rapport d'intervention avec les prestations réalisées.

Ce compte rendu ou ce rapport (rédigé et fourni systématiquement) précisera, notamment :

- La nature de l'intervention (préventive ou corrective)
- L'objet de la demande ou de la prestation
- La date de l'intervention
- La référence au présent document
- Le nom de l'intervenant du titulaire (cachet)
- Les éventuelles difficultés rencontrées,
- la nature et le résultat des contrôles qui ont été nécessaires,
- Le bilan de l'intervention, les observations et les suites à donner.
- Le temps passé pour l'intervention proprement dite (avec heure début et fin)
- Le bâtiment concerné par rapport à la liste Article 1 du présent document.

Au minimum le titulaire remettra à l'Inserm deux compte rendu sur l'année.

6.4 Délai d'exécution

Le marché est exécuté à réception du bon de commande émis par l'Inserm – Délégation Régionale Paris Ile de France Sud après la notification du marché.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat portant sur l'exécution des prestations.

ARTICLE 7- CONDITIONS D'EXECUTION

7.1 Exécution de la maintenance

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des Parties du bâtiment dans lesquelles sont installés les matériels et ouvrages dont il assure la maintenance.

7.2 Accès et consignes

L'accès des personnels d'intervention aux locaux de l'administration est soumis aux conditions générales imposées aux personnes étrangères à l'administration. S'il existe des conditions d'accès ou des consignes de sécurité particulières, propres aux sites où sont implantés les matériels et ouvrages, l'administration en informera le titulaire par écrit, de même que toute modification des conditions générales d'accès ou de sécurité.

7.3 Responsabilité

Le titulaire maintient en état de propreté les parties du Bâtiment dans lesquelles il est amené à intervenir. Le titulaire s'engage à couvrir tous les risques dont il pourrait être tenu

responsable dans les conditions du droit commun notamment : accident, incendie, explosion, conséquence d'un défaut, dégâts divers causés par son fait.

Le titulaire doit justifier qu'il est en possession d'une assurance garantissant les tiers en cas de dommages ou accidents causés par les opérations d'installation et d'entretien des matériels & ouvrages.

7.4 Personnel d'intervention

Les personnes désignées par le titulaire sont seules autorisées à effectuer la maintenance des matériels et ouvrages du bâtiment entrant dans son domaine d'intervention.

Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable sera nommément désigné par le titulaire ; il est l'interlocuteur normal de l'administration. Celle-ci peut demander à tout moment le remplacement du personnel d'intervention pour des motifs professionnels ou autres.

Toutes les mesures de sécurité du personnel, devront être prises par l'entreprise en fonction de l'avancement des travaux et laissées en état jusqu'à la terminaison complète de ceux-ci.

7.5 Développement durable

7.5.1 Condition d'exécution à caractère environnemental

Le titulaire du marché s'engage à mettre en œuvre des pratiques visant à réduire l'impact environnemental dans le cadre de l'exécution des prestations objet du marché.

Dans le cadre de ses déplacements sur les sites d'intervention le titulaire s'engage à fournir des solutions et des itinéraires visant à réduire l'impact environnemental des transports.

Il est conseillé au titulaire, lorsque la situation le permet, de privilégier des modes de transports alternatifs aux véhicules thermiques comme des véhicules électriques ou hybrides.

Le titulaire est aussi encouragé à avoir recours à des véhicules ou tout autre mode de transport à faibles émissions de gaz à effet de serre notamment pour des livraisons sur de courtes distances. Le titulaire est fortement invité à mettre en place des formations à l'éco-conduite auprès de ses salariés. L'Inserm se réserve le droit de demander au titulaire tout justificatif certifiant la mise en œuvre de ces actions de formation.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution du marché est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché. Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

Dans le cadre de l'exécution des prestations, le titulaire utilise des produits respectant l'environnement, sans substance nocives et écoresponsables. Le titulaire est tenu de produire à la demande de l'acheteur tout justificatif démontrant que les produits répondent à ces exigences.

Le titulaire du marché privilégiera l'utilisation de matériaux recyclés et/ou recyclables pour la documentation ou toutes correspondances. Dans la mesure du possible, les formats numériques seront favorisés pour réduire la consommation de papier.

Les engagements du titulaire seront décrits dans son offre et devront être tenus tout au long de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à communiquer à l'Inserm un rapport détaillé des actions réalisées sur l'année écoulée au plus tard 1 an après la date anniversaire du marché (date de notification) à l'adresse suivante : achat.paris11@inserm.fr. Ces rapports incluront une évaluation des progrès réalisés dans la réalisation des objectifs environnementaux définis dans la présente clause et dans son offre.

En cas de non-respect de ses engagements, le titulaire encourt une pénalité telle que prévue à l'article 13 du présent CCP.

7.5.2 Condition d'exécution à caractère social

Dans le cadre de la prestation objet du marché, il est demandé au titulaire de mettre en œuvre des moyens et actions dans le domaine social :

Il sera demandé aux titulaires d'apporter une attention particulière à l'intégration de tous les publics, en veillant notamment au respect de l'égalité homme-femme et à l'intégration des personnes éloignées du marché de l'emploi.

Le titulaire est tenu dans la mesure du possible de permettre aux employés exécutant la prestation objet du marché d'acquérir une expérience professionnelle sur la base de formations apportées par son entreprise en interne ou par des organismes extérieurs.

Le titulaire est tenu de sélectionner et d'auditer ses fournisseurs et sous-traitant sur leur responsabilité sociétale.

Les engagements du titulaire seront décrits dans son offre et devront être tenus tout au long de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à communiquer à l'Inserm un rapport détaillé des actions réalisées sur l'année écoulée au plus tard 1 an après la date anniversaire du marché (date de notification) à l'adresse suivante : achat.paris11@inserm.fr. Ces rapports incluront une évaluation des progrès réalisés dans la réalisation des objectifs sociaux définis dans la présente clause et dans son offre.

En cas de non-respect de ses engagements, le titulaire encourt une pénalité telle que prévue à l'article 13 du présent CCP.

ARTICLE 8- MODALITES D'ETABLISSEMENT DES BONS DE COMMANDE

Le marché comprend deux types de bon de commande :

1° Un bon de commande annuel : pour les prestations relevant de la maintenance préventive, de type forfaitaire sur la base du prix fixé par le titulaire à l'Annexe financière à l'Acte d'Engagement.

2° Les bons de commandes émis au fur et à mesure des prestations dites correctives, sont à prix unitaire et sur la base du prix unitaire fixé par le titulaire à l'Annexe financière à l'Acte d'Engagement.

Les bons de commandes comporteront les renseignements suivants :

- La référence du marché
- La date et le numéro du bon de commande
- La désignation et l'adresse de l'émetteur du bon de commande
- Le nom, la raison sociale ainsi que l'adresse du titulaire
- Le(s) bâtiment(s) concerné(s)
- Nature et détail de l'intervention
- Délai d'exécution (date de début et durée)
- Le prix total hors taxes
- Le montant de la TVA
- Le prix total toutes taxes comprises

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à la date d'expiration du marché. Leur durée d'exécution ne saurait excéder six mois après cette date.

ARTICLE 9- MODALITE ET DETERMINATION DES PRIX

9.1 –Détermination des prix

Les prix des prestations sont calculés sur la base de l'annexe financière ou sur devis acceptés.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à la manutention, au déplacement, à l'assurance. De même les Prix, compris toute sujétion liée à l'exécution des prestations, s'entendent pour une réalisation conforme aux prescriptions contenues dans le présent document, de sorte qu'aucune plus-value ne puisse s'y ajouter.

9.2 –Révision des prix

Les prix sont révisés à partir de la date anniversaire qui est la date de prise d'effet du marché.

La révision des prix peut se faire à la baisse comme à la hausse.

La demande de révision doit émaner du titulaire. Elle doit parvenir avant la date anniversaire. Par mail à l'adresse suivante achat.paris11@inserm.fr . Un fichier Excel contiendra les nouveaux tarifs et la méthode utilisée. L'ajustement ne sera appliqué qu'à compter de leur date de réception.

Si le titulaire n'a pas fait parvenir les éléments de réajustement de prix avant la date anniversaire, l'ajustement ne sera appliqué qu'à compter de leur date de réception.

Sans opposition de l'Inserm dans un délai de 15 jours suivant la date de réception du mail contenant le document de révision des prix susvisé du titulaire, les nouveaux prix sont réputés acceptés par l'Inserm et automatiquement applicables.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé « Mois zéro » (Mo).

Les prix sont révisibles selon la formule suivante :

$$P = P_{n-1} \times (0,125 + 0,875 \times (I/I_0))$$

Où

P = Prix de règlement hors TVA

P_{n-1} = Dernier prix du marché hors TVA

0,125 = partie fixe obligatoire

0,875 = partie variable

I₀ = Valeur de l'indice du mois d'établissement des prix P₀

I = Valeur du même indice pour le mois de révision

L'indice I utilisé est : 001710985 – BT53 Etanchéité Cet indice est disponible sur le site de l'INSEE : [Index du bâtiment - BT53 - Étanchéité - Base 2010 | Insee](#)

9.3 – Clause de sauvegarde

Une clause de sauvegarde de 3% pourra s'appliquer pour envisager en cas d'augmentation des prix unitaires constatée supérieure à 3% la possibilité pour le représentant du pouvoir adjudicateur de résilier le marché

ARTICLE 10- MODALITE DE PAIEMENT

10.1 – Facturation

Les modalités de présentation des demandes de paiement seront établies selon les règles relatives à la facturations électroniques prévues par le code de la commande publique aux articles L2192-1 à L2192-7.

Les demandes de paiement seront libellées à :

INSERM – Délégation Régionale Paris ile de France sud

48-50, rue Albert

75640 PARIS Cedex 13

Tél : 01 85 55 38 00

Fax : 01 85 55 38 02

Les factures afférentes au marché, établies après service fait, comporteront outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La référence du présent contrat
- La référence du bon de commande
- Le site d'intervention (bâtiment)
- L'identification du titulaire (nom ou raison social, adresse, numéro SIREN ou SIRET)
- Le numéro et date d'établissement de la facture
- Le service et l'adresse d'exécution de la prestation
- La description des prestations exécutées

- Le montant hors taxes des prestations exécutées
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant TTC des prestations exécutées
- Le numéro de compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur le présent marché

Les factures ne présentant pas toutes les mentions ci-dessus seront retournées au titulaire pour rectification.

Les factures devront être accompagnées du rapport de visite attestant de l'exécution de la prestation.

Cet envoi interrompra le délai de paiement jusqu'à l'arrivée d'un nouveau document complet.

Facture dématérialisé : portail Chorus Pro

Les factures dématérialisées et déposées sur le portail chorus pro à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/> devront comporter de façon obligatoire, les informations ci-après :


1. **Le numéro de Siret identifiant le site de facturation : 180 036 048 02409**
2. **Le code service : DRAP11**
3. **Le numéro d'engagement : bon de commande à 10 caractères numériques commençant par le millésime.**

10.2- Règlement

Le mode de règlement choisi par l'Inserm est le virement bancaire.

Le règlement est effectué par virement administratif ouvert au nom de :

Coordonnées bancaires du titulaire – RIB

 **Merci de coller un RIB ou un RIP**

10.3- Délais global de paiement

Le paiement est subordonné à la constatation du service fait conformément aux obligations contractuelles figurant dans le marché.

En application de l'article R2192-10 du CCP, le règlement des fournitures intervient par virement bancaire dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture par le pôle financier de la Délégation Régionale Paris IDF SUD de l'Inserm, sous réserve des dispositions suivantes :

- ✓ Prestations reconnues conformes en tous points aux engagements
- ✓ Aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

Ce délai est décompté à partir de la date de réception de la facture ou de la date d'admission des prestations ou des livraisons.

NB : En tout état de cause, la date de départ de prise en compte de ce délai peut être prorogée si tous les éléments constitutifs à la mise en paiement des sommes dues ne sont pas réunis.

10.4- Intérêts moratoires

Le délai de règlement des factures est fixé à 30 jours après réception des documents par la personne publique.

En cas de dépassement de ce délai, des intérêts moratoires sont dus au titulaire conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013. Ils sont calculés sur la base du taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé de courir et prévoit le versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

10.5- Ordonnateur et comptable assignataire

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est la Délégée Régionale Paris IDF Sud de l'Inserm.

Le comptable assignataire du paiement est l'Agent Comptable Secondaire de la même Délégation Régionale.

L'ordonnateur et le comptable assignataire sont tous deux installés à l'adresse suivante :

INSERM – Délégation Régionale Paris IDF Sud

48/50, rue Albert
75640 Paris Cedex 13

Coordonnées Comptable

Tél : 01 85 55 38 24
Fax : 01 85 55 38 02
Courriel : acs-paris11@inserm.fr

Coordonnées Ordonnateur

Tél : 01 85 55 38 00
Fax : 01 85 55 38 02

ARTICLE 11- OPERATIONS DE VERIFICATIONS ET D'ADMISSION

Les opérations de vérifications des prestations sont effectuées par le RPA.

Conformément aux conditions fixées au chapitre V du CCAG-FCS, les prestations exécutées sont examinées quantitativement et qualitativement.

Au terme des vérifications, le RPA peut accepter, avec ou sans réfaction, ajourner ou rejeter les prestations exécutées.

A l'occasion du rejet et après avoir invité le titulaire à formuler ses observations, le RPA se réserve le droit de résilier le présent marché.

ARTICLE 12- QUALITES DES PRESTATIONS DE SERVICES

Les prestations de services doivent être conformes aux stipulations définies dans le présent marché et ses annexes.

L'entreprise doit réaliser l'ensemble des travaux suivants les règles fondamentales de l'art de sa profession, conformément aux réglementations, législation, normes, prescriptions, règles de calcul, cahier des clauses techniques, cahier des clauses particulières et documents annexes, DTU propres à sa profession, en vigueur à la date du marché.

ARTICLE 13- PENALITES

Dans le cadre des actions menées par le titulaire en matière de développement durable par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS les pénalités sont calculées comme suit et sans mise en demeure préalable.

6.1 CCP	Prestation de maintenance préventive non ou mal réalisée	500€	Par carence et par bâtiment
6.2 CCP	Délai de transmission des devis non respecté	100€	Par devis
7.5.1 CCP	Non transmission du détail des actions réalisées pour la protection de l'environnement-Ces détails feront l'objet d'un rapport rendant compte des actions mises en œuvre et au engagements pris et détaillées dans l'offre du titulaire.	700€	Par rapport
7.5.2 CCP	Non transmission du détail des actions réalisées dans le domaine social -Ces détails feront l'objet d'un rapport rendant compte des actions mises en œuvre et au engagements pris et détaillées dans l'offre du titulaire.	300€	Par rapport
7.5.1 CCP 7.5.2 CCP	Non-respect de ses engagements environnementaux et sociaux.	1000€	Par engagement non respecté

Pour tous les autres cas l'article 14 du CCAG FCS s'applique

ARTICLE 14- ASSURANCE

Le titulaire reconnaît être assuré en responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle de manière à couvrir les conséquences pécuniaires pour l'Inserm des dommages corporels, matériels et immatériels dont le titulaire aurait à répondre, dommages causés par tout événement et qui serait notamment le fait de ses collaborateurs lors de l'exécution des prestations.

Cette assurance est souscrite auprès d'une compagnie d'assurance notoire et doit être maintenue pendant toute la durée du présent marché, elle couvrira entre autres:

- Toute faute du titulaire
- Les préjudices physiques et dommages causés aux biens mobiliers et immobiliers
- Les coûts de mise en œuvre de mesures palliatives rendues nécessaires suite à l'incapacité du titulaire pour assurer les prestations qu'il est tenu d'exécuter dans le cadre du présent marché
- Les actes de malveillance
- etc.

Sur demande de l'Inserm, une attestation de la police souscrite et des justificatifs de renouvellement de ladite police, devront être fournis.

ARTICLE 15– GARANTIES

Il sera fait application de l'article 33 du CCAG-FCS.

ARTICLE 16– OBLIGATION DE DISCRETION

Le Titulaire qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a reçu communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

La personne publique s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, qu'elle aurait pu recevoir du Titulaire ; si cet engagement n'est pas respecté, le Titulaire peut prétendre à indemnité dans la mesure du préjudice subi.

Le Titulaire et la personne publique s'engagent, chacun pour sa part à ne pas divulguer toute information confidentielle en provenance de l'autre partie qui pourrait leur parvenir à l'occasion de l'exécution du marché.

ARTICLE 17 – MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE

En application des dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai au RPA les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

En cas de modifications des conditions du marché telles qu'elles nécessiteraient la conclusion d'un avenant, les nouvelles conditions n'entreront en vigueur qu'à partir de la notification dudit avenant, après visa des instances de contrôle.

ARTICLE 18 – RESILIATION

Le présent contrat pourra être résilié dans les conditions énoncées au chapitre VII du CCAG-FCS.

ARTICLE 19 – RESPECT DES DISPOSITIONS LEGALES

Tous les six mois et jusqu'à la fin du marché, le titulaire devra transmettre une attestation de fourniture des déclarations sociales et fiscales, prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

En application de l'article L8222-6 du Code du Travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L 8221-5 du Code du Travail, l'Inserm devra enjoindre au titulaire de faire cesser sans délai cette situation.

Si le titulaire n'a pas apporté la preuve de la régularisation de sa situation dans un délai de deux mois, l'Inserm peut rompre le contrat, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire. Cette transmission s'effectue depuis la plateforme e-attestations.fr.

ARTICLE 20 – DIFFERENTS ET LITIGES

Les parties tentent de résoudre à l'amiable tout différend qui pourrait naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché.

A défaut d'accord, le tribunal administratif de Paris est saisi du litige :

Tribunal administratif de Paris
7, rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Télécopie : 01 44 59 46 46
Mail : greffe.ta-paris@juradm.fr

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Inserm – Délégation Régionale Paris IDF SUD
Service achats
48/50 rue Albert
Courrier électronique (e-mail): achat.paris11@inserm.fr

ARTICLE 21 – DIFFERENTS ET LITIGES

Articles du CCAG auxquels il est dérogé	Articles du CCP qui dérogent au CCAG
4.1 14	3 13

ARTICLE 22 - DECLARATION / ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Le candidat déclare sur l'honneur :

☐ N'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L2141-1 à L2141-13 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.

☐ Être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Fait à Le

En un exemplaire original

L'Inserm	(1) Le Titulaire
Le	
La Déléguée Régionale Paris IDF SUD	
Laurence PARMANTIER	

(1) Faire précéder la signature de la mention "lu et approuvé" et de la date. Indiquer les noms et qualité du signataire du contrat et apposer le cachet de la société.

La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en titulaire. Elle consiste en la remise d'une photocopie certifiée conforme du marché au titulaire. Cette remise est constatée par un récépissé ou un accusé de réception.

■ En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signe la formule ci-dessous :

« Reçu à titre de notification une copie du présent marché » :

A..... Le

Signature du titulaire